

TRADUCTION

Le 9 avril 2025

PAR COURRIEL
melanie.joly@parl.gc.ca

L'honorable Mélanie Joly, C.P., député
Ministre des Affaires étrangères et du Développement international
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Objet : Protégez le personnel de la santé palestinien et mettez fin au génocide

Madame la Ministre,

Au nom du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), nous vous écrivons aujourd'hui pour vous alerter de la situation dans laquelle se trouvent les travailleuses et travailleurs de la santé en Palestine. En tant que plus grand syndicat canadien, qui représente notamment des paramédics, du personnel des services d'urgences et d'autres intervenant(e)s de première ligne, la nouvelle en provenance de Gaza selon laquelle Israël a abattu, le 23 mars dernier, un convoi de 15 secouristes et membres du personnel médical est profondément troublante. D'autres sources fiables ont également rapporté des centaines d'attaques israéliennes contre le personnel de la santé, notamment la détention de travailleuses et travailleurs dans des conditions inhumaines où ils subissent de la violence physique, psychologique et sexuelle, sont privés de nourriture et négligés sur le plan médical. Nous demandons au gouvernement canadien de prendre des mesures immédiates pour mettre un terme au génocide.¹

Malgré la [protection spéciale](#) accordée par le droit international humanitaire au personnel médical en vertu des Conventions de Genève, Israël continue d'attaquer et de détenir en toute impunité des travailleuses et travailleurs de la santé. Selon les [Nations Unies](#) et les [dernières données](#) de l'Organisation mondiale de la Santé, 1057 travailleuses et travailleurs de la santé ont été tués et 517 ont été détenus à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023. Des établissements médicaux, dont des hôpitaux, ont été la cible de 739 attaques malgré leur protection en vertu du droit international humanitaire. Ces données ont augmenté depuis qu'Israël a mis fin au cessez-le-feu le 18 mars dernier et s'inscrivent dans un plus large bilan faisant état de 50 000 Palestinien(ne)s tué(e)s et de plus de 9500 prisonnières et prisonniers politiques [détenus](#) par Israël.

.../2

¹ Amnesty International Décembre 2024 : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/12/amnesty-international-concludes-israel-is-committing-genocide-against-palestinians-in-gaza/>

Le 23 mars dernier, des équipes de paramédics et de secouristes du Croissant-Rouge palestinien ont été envoyées sur les lieux d'une frappe aérienne israélienne à Rafah. Leurs corps et ceux de leurs collègues qui ont tenté de les secourir ont été découverts huit jours plus tard, enterrés dans une fosse commune. Le chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU à Gaza a [affirmé](#) que : « Ces personnes ont été abattues en uniforme, avec leurs gants. Dans leurs véhicules clairement identifiés. Ils étaient là pour sauver des vies. C'est inacceptable. »

Un [rapport](#) publié en février 2025 par Physicians for Human Rights Israel rassemble des témoignages de travailleuses et travailleurs de la santé palestiniens détenus, dont beaucoup ont été enlevés au travail, notamment dans des hôpitaux et des établissements médicaux, ou à leur domicile. Le rapport indique que dès leur arrestation à Gaza, et pendant le transport et leur détention dans des centres israéliens, les détenu(e)s ont subi de la violence physique, psychologique et sexuelle, ont été privés de nourriture, négligés sur le plan médical et soumis à la torture.² Il souligne également que malgré les nombreux rapports d'organismes internationaux, les conditions inhumaines et la violence continuent sans aucune conséquence.³

La détention du [Dr Hussam Abu Safiya](#), pédiatre et directeur de l'hôpital Kamal Adwan dans le nord de Gaza est un navrant exemple. Le 27 décembre 2024, l'armée israélienne a mené un raid contre l'hôpital où il travaillait et l'a arrêté arbitrairement, lui ainsi que des patient(e)s et d'autres membres du personnel. Ce raid a mis hors service cet établissement qui était le dernier grand hôpital encore opérationnel dans le nord de Gaza. Le Dr Hussam Abu Safiya était l'une des voix les plus importantes dénonçant les attaques contre le secteur de la santé à Gaza. Israël refuse de le libérer et continue de le torturer en toute impunité. Étant donné la feuille de route d'Israël, nous craignons pour sa vie.

Nous devons exiger que les autorités israéliennes répondent de leurs actes pour protéger les droits et les vies de tout le monde à Gaza, notamment du personnel de la santé. Dans le cadre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide des Nations Unies, le Canada a l'obligation de prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir et punir les actes de génocide, où qu'ils se produisent.

Nous demandons au gouvernement du Canada d'imposer un embargo immédiat et complet sur les armes à destination et en provenance d'Israël et d'exiger :

- la libération immédiate des travailleuses et travailleurs de la santé palestiniens qui sont détenus;
- l'arrêt immédiat des attaques contre le personnel de la santé, les hôpitaux, les ambulances et les centres médicaux, ainsi que contre les travailleuses et travailleurs humanitaires;

.../3

² https://www.phr.org.il/wp-content/uploads/2025/02/6265_DetentionReport_Eng.pdf. Page 3

³ https://www.phr.org.il/wp-content/uploads/2025/02/6265_DetentionReport_Eng.pdf. Page 20

- des sanctions pour les violations du droit international humanitaire et des droits de la personne;
- un cessez-le-feu immédiat et permanent;
- la levée du blocus de l'aide alimentaire, médicale et humanitaire à Gaza.

Agir pour protéger les travailleuses et travailleurs de la santé palestiniens et mettre fin au génocide n'est pas une option, c'est une obligation. Nous vous pressons d'agir rapidement.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération respectueuse

Le président national,

Originale signée par

MARK HANCOCK

:sg/sec

cc: L'honorable M. Carney, premier ministre du Canada; D. Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères;
J. Singh, député, chef du NPD; H. McPherson, députée, porte-parole du NPD en matière d'affaires étrangères;
Congrès du travail du Canada